

MÉLANIE DEGROOTE

LE COMMERCE ÉQUITABLE EST-IL ACCESSIBLE À TOUS ET TOUTES ? EST-CE JUSTE UNE QUESTION DE CHOIX INDIVIDUELS ?

DESCRIPTIF

Les organisations de commerce équitable comme Oxfam-Magasins du monde considèrent que le commerce équitable est une affaire de choix. Consommer moins, consommer mieux, c'est possible pour tous et toutes. Mais est-ce réellement possible pour tout le monde ? Nous sommes régulièrement interpellés par des étudiants, des personnes sans emploi, des personnes précarisées... qui nous disent être sensibles à la question du commerce équitable, du travail décent et de la souveraineté alimentaire et ne pas avoir la possibilité économique de faire ce choix de consommation. Cette analyse rend compte de réflexions et discussions sur ce thème, et propose des pistes d'amélioration.

INTRODUCTION

La question de l'accessibilité du Commerce équitable à tous les publics est régulièrement posée. Elle prend tout son sens en octobre, mois de la semaine du commerce équitable (02 au 12 octobre), de la journée mondiale de l'alimentation (16 octobre) et de la journée mondiale de lutte contre la pauvreté (17 octobre).

Les organisations de commerce équitable comme Oxfam-Magasins du monde considèrent que le commerce équitable est une affaire de choix. Consommer moins, consommer mieux, c'est possible pour tous et toutes.

Mais est-ce réellement possible pour tout le monde ? Nous sommes régulièrement interpellés par des étu-

dants, des personnes sans emploi, des personnes précarisées... qui nous disent être sensibles à la question du commerce équitable, du travail décent et de la souveraineté alimentaire et ne pas avoir la possibilité économique de faire ce choix de consommation.

Quelques postulats de départ sur lesquels Oxfam-Magasins du monde fonde sa réflexion tant vis-à-vis du choix d'une alimentation équitable que de celui d'une alimentation saine et durable¹.

LA PART DE REVENU CONSACRÉE À L'ALIMENTATION

Nous savons que, depuis les années 60, la part des dépenses qu'un ménage consacre à l'alimentation a été divisée par deux. Il y a donc là un grand

travail de sensibilisation à faire pour démontrer que le prix équitable est le prix juste et qu'il est nécessaire de payer le prix juste pour un modèle alimentaire durable. Nous savons aussi que cette question n'est pas aussi simple pour tous et dépend du niveau de revenu des ménages. Dans la balance nous pouvons également mettre les coûts du logement, par exemple, qui, eux, prennent, une part toujours plus importante du revenu.

L'IDÉE SELON LAQUELLE LE COMMERCE ÉQUITABLE EST FORCÉMENT PLUS CHER

Si l'on compare les produits équitables à des produits de qualité/marque équivalente, ceux-ci ne sont pas forcément les plus chers. Ainsi, par exemple, si nous nous basons sur le critère de la marque, le café dessert d'Oxfam-Magasins du monde a été classé, par Test Achat², numéro deux pour sa qualité dans une sélection de cafés reprenant quelques grandes marques connues et il se trouve dans une gamme de prix équivalente (les cafés discount quant à eux sont nettement moins chers, mais plus bas dans le classement de qualité), ou encore le jus d'orange Oxfam est à un prix équivalant au jus de la marque Granini. Par contre si nous nous basons sur un critère de qualité englo-

1 Ces informations ont été collectées auprès de Sébastien Maes, spécialiste des questions liées à la souveraineté alimentaire et à l'alimentation chez Oxfam-Magasins du monde

2 Test-Achats 587 • juin 2014 « Café dessert, en quête de l'arôme parfait »

bant le respect du travail décent et de l'environnement ces produits issus du commerce équitable sont les plus performants.

Le revenu des personnes les plus précarisées ne leur permet pas forcément de faire le choix du commerce équitable ou d'une alimentation durable. La sensibilisation à l'alimentation durable rencontre vite ses limites quand les personnes sensibilisées sont dans l'incapacité financière de tester les alternatives concrètes.

Quand les revenus sont faibles, il est tentant voir indispensable de se tourner vers le hard discount, nettement moins onéreux. Nous savons que ses prix ne sont pas des prix justes et que la politique commerciale du hard discount met une pression insupportable sur les producteurs.

PISTES D'ACTION CONCRÈTES

Comme le proposait Olivier De Schutter lors d'une intervention à l'Assemblée générale d'Oxfam-Magasins du monde en décembre 2019, pour garantir un modèle alimentaire durable, il est nécessaire que les pouvoirs publics agissent et prennent des mesures, en s'inspirant du commerce équitable, pour garantir des prix justes mais aussi pour augmenter le revenu des plus faibles³.

Les pouvoirs publics peuvent également agir pour prendre des initiatives complémentaires à la hausse du revenu de base comme : la mise en avant de produits équitables au sein des cuisines de collectivité, la mise en place de chèques repas équitables/durables, etc.

RENCONTRE AVEC MARC OTJACQUES ET DELPHINE NOËL DE L'ASBL LST

Afin de mieux comprendre quelle part de choix ont les personnes plus précarisées quant à leur consommation et quelles actions peuvent être menées pour une alimentation de qualité et équitable accessible à tous et toutes, je suis allée à la rencontre de l'ASBL Luttes Solidarités Travail (LST).

« L'ASBL Luttes solidarités Travail est un mouvement d'éducation permanente et de lutte en résistance à ce qui produit la pauvreté. Depuis le début de son histoire, il rassemble des personnes et des familles parmi les plus pauvres, et d'autres qui leur sont solidaires. »¹

Marc Otjacques et Delphine de l'Antenne LST Andenne répondent à mes questions :

Le mois d'octobre rassemble à lui seul la semaine internationale du commerce équitable, la journée mondiale de lutte contre la pauvreté et la journée internationale du droit à l'alimentation. Selon vous y a-t-il des liens à faire entre ces trois journées ? Comment pourrait-on davantage créer des connexions entre ces trois journées ?

« Le lien est clair entre ces trois journées pour nous. Les droits fondamentaux reprennent un droit à un revenu suffisant, à une alimentation convenable, à un logement décent, à l'accès aux soins de santé, à une éducation de qualité, à une école accessible, etc. Ce sont des demandes fondamentales qui font partie d'un champ important de revendications. Ce qui signifie que nous ne parvenons pas à atteindre ces droits pour tous et

toutes... Dans le quotidien des personnes précarisées, on en reste très distant.

En concertation avec le Service de lutte contre la pauvreté² nous avons mené un travail de réflexion autour des objectifs de développement durable. L'ONU a déterminé 17 objectifs de développement durable, le premier étant 'Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde'. Nous en retrouvons ensuite d'autres qui abordent des thématiques importantes pour les plus pauvres, tant au Nord qu'au Sud, comme : zéro faim, bonne santé et bien-être, alimentation saine, réduction des inégalités... Pour LST, cela montre bien les liens entre ces trois journées. Nous ne pouvons pas avancer sur une thématique sans prendre en compte la lutte contre la pauvreté y compris ici en Belgique. »

En quoi l'accès à une alimentation équitable est compliqué pour les plus précarisés ?

« Pour les personnes les plus pauvres qui doivent faire appel aux colis alimentaires ou encore à une épicerie sociale, les choix alimentaires sont très étroits. Ils ne sont pas ouverts non plus pour les personnes à faible revenus. Donc faire le choix d'un produit équitable ou encore durable est compliqué, même si la différence de prix n'est pas très importante. Ces personnes n'ont, bien souvent, pas d'autre choix que de se tourner vers les produits blancs et le hard discount tout en ayant souvent bien conscience que leur alimentation est de moins bonne qualité et qu'elle repose sur un modèle exploitant les producteurs du Nord et du Sud. La seule solution pour les personnes précarisées

³ Gemenne, B.; Le commerce équitable : une niche d'innovation appelée à devenir la norme, analyse Oxfam-Magasins du monde, décembre 2018

sées se trouve souvent dans la débrouille et le fait de faire le maximum avec peu. Se loger, se nourrir, se soigner... tout est en concurrence. Si globalement, la part du revenu consacrée à l'alimentation est de plus en plus réduite pour les plus pauvres, il n'est pas aisé de l'augmenter : le coût du logement ne cesse d'augmenter, les coûts d'énergie sont plus élevés pour les plus précaires car ils occupent des logements moins bien isolés, la part réservée à la santé est souvent conséquente également... Pour les plus précarisés, il y a une concurrence terrible entre les différents besoins fondamentaux. Souvent on veut sensibiliser, éduquer les plus pauvres, sans réaliser que ce sont le modèle de notre société et ses mécanismes qui les coincent, suppriment les choix et les alternatives personnelles. »

Vous dites donc que les combats de nos associations sont proches, mais qu'au quotidien la lutte pour la survie des plus pauvres les enferme dans d'autres modèles ?

« En effet, nous nous rejoignons au niveau de l'analyse ! Nous ne pouvons pas continuer à jouer le jeu de la grande distribution et de l'industrialisation. Pour nous, ce combat est tant celui des producteurs que celui des consommateurs de tout niveau de revenus. Nous voyons bien que le modèle de la grande distribution est défavorable tant aux producteurs qui subissent la pression sur les prix de vente qu'aux consommateurs à qui on vend des produits de piètre qualité, à plus forte raison quand leur possibilité de choix est restreinte par leur niveau de revenu. Tous deux ont à gagner en combattant pour une filière alimentaire plus équitable et durable.

Mais les plus précarisés éprouvent des difficultés à soutenir, expérimenter une consommation équitable. Notre choix est limité pour notre alimentation mais également pour plein d'autres choses. Oui, on veut un avenir meilleur pour nos enfants et pour la planète, mais dans les conditions de vie et de revenu qui sont les nôtres cela nous est impossible à mettre en place... Quand on fait face à la précarité au quotidien, la question du choix se réduit, voire disparaît. »

Quelle serait votre position quant à la possibilité d'un choix de consommation pour tous ?

« Renvoyer la question d'une alimentation durable et saine sur le choix des gens ne peut se faire qu'à un certain niveau de classe sociale. Si les réponses et les modèles proposés ne sont pas plus structurels que ce qui est proposé actuellement (tant au niveau de la production durable/équitable, qu'à celui du prix des produits et de la pression de l'industrie...), on ne peut pas considérer cela comme un choix à charge des plus précarisés, car au final c'est eux qui en payent le prix.

Les produits des banques alimentaires composés des surplus de production européenne ou de ceux de la grande distribution ne sont déjà pas équitables. Ce sont des excédents d'un marché que l'on veut protéger. Et beaucoup se rassurent en tenant un discours disant que cela servira pour les plus pauvres... Et les plus pauvres les consomment car ils n'ont pas le choix... Mais ce qu'ils voudraient, c'est un modèle de société et un marché qui leur donneraient accès à une alimentation équitable, saine, durable. »

On parle beaucoup de transition vers une alimentation plus durable, plus respectueuse des producteurs, de l'environnement et de la santé. Comment faire le lien vers les personnes précarisées ? Quels leviers d'action ? Quelles alternatives défendez-vous ?

« **Une autre redistribution des revenus**. Pour nous, les leviers d'action se trouveraient dans une fiscalité juste, et dans une redistribution différente des richesses. On pourrait imaginer une tout autre fiscalité permettant un meilleur partage des revenus. Une autre redistribution des revenus, ce pourrait être aussi un autre partage des « bénéfiques » entre producteur/distributeur et consommateur. En imaginant par exemple un modèle où les grandes surfaces, l'industrie et leurs actionnaires prendraient une moins grande part de bénéfique sur les produits. Ce qui permettrait aux producteurs d'obtenir de meilleurs prix tout en donnant accès à un plus grand nombre à une alimentation un peu plus équitable.

Une collaboration entre associations.

Nous pensons que des associations comme les nôtres (LST, Oxfam-Magasins du monde, les associations de transition) peuvent se retrouver dans des combats et des actions communes. LST fait d'ailleurs partie d'Association 21³, coupole du développement durable, où nous œuvrons à faire le lien entre justice sociale et développement durable. La présence d'associations défendant les droits des plus précarisés dans de tels lieux est importante pour faire entendre la parole des plus pauvres et permettre une meilleure compréhension de leur réalité de vie et de leur combat quotidien. Et ainsi viser à construire un monde plus juste qui permette à tous et

toutes d'avoir accès à une vie de qualité. Notre travail au sein du service de lutte contre la pauvreté permet également de donner la parole aux plus pauvres sur différentes thématiques et d'ouvrir un dialogue entre les plus pauvres, à travers les associations dans lesquelles ils se reconnaissent, et les pouvoirs politiques ou les services, les institutions et tous les partenaires associatifs qui s'inscrivent dans le dialogue.

Cela permet de mieux comprendre leur point de vue et de l'intégrer dans toute une série de réflexions. Il est important de ne pas oublier le point de vue des plus pauvres dans le développement durable et donc dans l'accès à une alimentation de qualité et équitable.

Permettre aux autres de mieux connaître les réalités de vie des plus pauvres et leurs attentes.

L'alternative du commerce équitable proposée par Oxfam est intéressante. L'idée de construire un modèle de production et de distribution différent et de montrer que c'est possible est très intéressante. Il faut garder cela, montrer qu'il est possible de faire autre chose dans le système actuel, et que les citoyens se disent que c'est possible.

Il est primordial de montrer que ces modèles alternatifs peuvent permettre à tous d'y gagner. Il faut pour cela s'inscrire dans une démarche plus structurelle qui touche à tous les domaines d'existence.

Notre questionnement est : comment faire pour que tous les groupes, toutes les personnes et associations qui pensent ces modèles alternatifs, n'oublient pas le point de vue des plus

pauvres tant au Nord qu'au Sud ? Quand on n'oublie pas le point de vue des plus pauvres, on ne se trompe pas. Le plus pauvre est un indicateur du désastre que peut produire un modèle qui permet souvent à quelques-uns de s'enrichir au détriment d'autres.

Si on part de là, les modèles alternatifs imaginés seront bénéfiques pour tous. Sans cela on oublie tout un pan de la population qui payera le prix le plus cher. Cela nous amène à réfléchir à comment changer notre regard sur les plus pauvres et leur situation de vie. Comme sortir du jugement, des «yaka», « ils n'ont qu'à »... et ainsi, revoir nos pratiques. Comment créer des ponts dans nos actions entre tous ?

La société peut être très violente à l'égard des plus pauvres, pensant qu'ils ne sont pas capables. Nous devons changer notre regard sur les personnes les plus précarisées.

Remettre en question le modèle dans lequel nous nous trouvons et refuser d'en être complice

Quand nous questionnons un modèle, nous devons également changer notre regard, notre façon d'agir si nous voulons être cohérent. On ne peut pas défendre une idée quelques heures par jour et puis faire semblant de rien... Ce passage à l'acte, ce changement est très difficile. Régulièrement, même en étant engagé, nous nous rendons encore complice de ce modèle/système que nous dénonçons. Rester dans un modèle dominant que l'on aménage est une forme de complicité vis-à-vis de ce modèle. Il faut arriver à une transformation plus radicale pour se libérer de ce modèle. Cela veut dire abandonner sa sécurité.

C'est cela que les plus pauvres nous enseignent... C'est qu'effectivement on ne peut plus être complices d'un système certes tolérable pour nous mais intolérable pour d'autres... »

COMMENT OXFAM-MAGASINS DU MONDE PEUT D'AVANTAGE PRENDRE EN COMPTE LES CONSOMMATEURS PLUS PRÉCARISÉS ICI AU NORD ?

Au vu des alternatives présentées par L'ASBL LST dans l'interview, qu'est-ce que notre organisation pourrait mettre en œuvre concrètement pour une meilleure prise en compte des consommateurs plus précarisés qui, nous l'avons vu, n'ont pas individuellement la possibilité d'opérer des choix de consommation responsable ?

DAVANTAGE ÉCHANGER AVEC LES CONSOMMATEURS PRÉCARISÉS.

Lors d'animations, tenues de stand, actions de sensibilisation, nous pouvons nous ouvrir au dialogue lorsque nous sommes interpellés par des consommateurs plus précarisés (bas salaires, étudiants, chômeurs, pensionnés, bénéficiaires du CPAS, sans revenus...). Accepter les limites de notre modèle alternatif et du système dans lequel nous nous trouvons. Entendre les contraintes vécues par les consommateurs précarisés et leur stratégie pour les surmonter.

DÉVELOPPER DES COLLABORATIONS AVEC DES ASSOCIATIONS ET DES MOUVEMENTS D'ÉDUCATION PERMANENTE TRAVAILLANT AVEC UN PUBLIC PRÉCARISÉ.

Oxfam-Magasins du monde s'inscrit naturellement dans de nombreuses démarches : collaborer à un projet de ceinture alimentaire, participer voire initier un comité de pilotage dans le

cadre de « Communes du commerce équitable », soutenir une coopérative de producteurs... Nous pourrions avoir le réflexe d'intégrer dans ces groupes des associations qui luttent contre la pauvreté ici en Belgique afin d'intégrer les besoins et le point de vue des plus précarisés à nos réflexions.

AIGUISER NOTRE RÉFLEXION ET NOTRE ANALYSE EN Y INTÉGRANT LE POINT DE VUE DES CONSOMMATEURS PRÉCARISÉS.

Nous dénonçons déjà la surproduction alimentaire et son impact sur les producteurs du Nord et du Sud. Des mouvements comme LST dénoncent son impact sur les personnes précarisées qui se retrouvent par exemple à devoir survivre « grâce » à des colis/dons alimentaires issus de la surproduction sans avoir accès à une alimentation saine et durable.

Nos deux associations remettent en question notre modèle de société et le fonctionnement du marché actuel, mais avec un regard, une approche

différente. Ces deux visions pourraient d'avantage être intégrées.

En rencontrant davantage ce type de mouvement, Oxfam-Magasins du monde gagnerait en cohérence.

CONCLUSION

« *Quand on n'oublie pas le point de vue des plus pauvres, on ne se trompe pas* »

Oxfam a développé un modèle alternatif pertinent qui à la fois permet de montrer qu'il est possible de consommer autrement et qui remet le modèle de production et de consommation actuel en question. Cependant pour que notre modèle alternatif tienne complètement la route il est nécessaire qu'il soit accessible au plus grand nombre, ce qui n'est pas le cas...

Comment pouvons-nous faire changer cela et intégrer dans nos réflexions la notion de consommateurs précarisés ? L'objectif serait de parvenir à une meilleure compréhension de la place des consommateurs les plus pauvres dans les mécanismes de production

et de distribution actuels, et de travailler à une meilleure compréhension de leurs besoins. Ceci afin de les intégrer dans nos réflexions quant à un changement de société et de ne laisser personne de côté. Nous savons que le système de production et de distribution actuel est injuste tant pour les producteurs que pour les consommateurs : les producteurs sur qui on fait sans cesse pression pour obtenir un prix le plus bas possible, et les consommateurs, et a plus forte raison les consommateurs les plus précarisés, à qui on vend à bas prix des produits de mauvaise qualité.

Oxfam a développé de multiples campagnes et actions de sensibilisation pour permettre aux producteurs du Nord et du Sud d'obtenir un prix juste. L'on y dénonce les intermédiaires et les distributeurs qui s'enrichissent au détriment des producteurs. Nous devrions davantage intégrer dans ces campagnes une réflexion autour de l'accès à une alimentation juste, saine, de qualité pour les consommateurs précarisés.

NOTES DE FIN

- 1 LST est actuellement présent en différents lieux de Wallonie (Belgique) : Namur, Andenne, dans la région de Ciney-Marche, en Hainaut et à Tubize. Ces locales se rassemblent autour d'une charte commune et se rencontrent régulièrement : c'est l'Assemblée des militants.
<https://www.mouvement-lst.org/index.html>
- 2 Le Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale évalue l'effectivité des droits fondamentaux des personnes qui vivent dans des conditions socio-économiques défavorables : droit à un logement décent, droit à l'énergie, droit à la protection de la vie familiale, droit à la protection sociale, droit à la protection de la santé... Il organise pour ce faire des concertations approfondies entre des associations dans lesquelles des personnes pauvres se reconnaissent, des CPAS, des interlocuteurs sociaux, des professionnels de divers secteurs, des administrations... Sur la base de ces travaux, il formule des recommandations destinées aux responsables politiques de notre pays, en vue de restaurer les conditions d'exercice des droits fondamentaux. Celles-ci font l'objet de discussions dans tous les Gouvernements et Parlements ainsi que dans des instances consultatives. <https://www.luttepauvrete.be/service/projets-en-cours-2019>
- 3 Associations 21 vise à faciliter la concertation et les collaborations entre les associations de Belgique francophone, en matière de développement durable. L'enjeu est d'en intégrer les principes – justice sociale, respect de l'environnement, viabilité économique, bonne gouvernance – dans toutes les politiques menées, et dans les projets mis en œuvre dans les divers secteurs d'activité de la société. Il s'agit in fine de permettre à toutes et à tous d'accéder, ici et ailleurs, maintenant et demain, à une vie de qualité.
<http://www.associations21.org>